

PA2798B

U
N
I
V
E
R
S
I
T
E
D
E
L
I
E
G
E



UNIVERSITE
DE LIEGE
1817 - 1992

L'essentiel

DISCOURS DU

RECTEUR ARTHUR BODSON

ET DU

PROFESSEUR JACQUES HANSENNE



RENTREE ACADEMIQUE

1 9 9 3 - 1 9 9 4



P12 798 B

DISCOURS DU

RECTEUR ARTHUR BODSON

ET DU

PROFESSEUR JACQUES HANSENNE

RENTREE ACADEMIQUE

1 9 9 3 - 1 9 9 4



645 948 P

1875

1876

1877

1878

1879

1880

Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

DISCOURS DU
PROFESSEUR

Monsieur le Recteur vient de vous accueillir, il y a quelques instants, en citant vos titres, vos fonctions, votre rang.

JACQUES HANSENNE

Permettez-moi de ne pas reprendre cette énumération protocolaire. Autorisez-moi plutôt à vous dire : chers amis. Ou, plus précisément, chers amis de l'Université de Liège. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : vous êtes des amis de notre *Alma Mater* et votre présence ici, en cette fin d'après-midi, en témoigne à suffisance.

Le sort en a été jeté : en ma qualité de Président du Comité exécutif des manifestations organisées à l'occasion du 175^e anniversaire de notre Université, j'ai été chargé de dresser le bilan de cette année jubilaire.

Et d'abord, pourquoi fêter un 175^e anniversaire ? D'ordinaire, ne choisit-on pas un chiffre rond ? Le Cinquantième ou le Centenaire de la Belgique ? Les quatre cents ans du Grand Séminaire de Liège ? Le Millénaire de la Principauté ?

Alors ? 175 : pourquoi ?

A la vérité, les explications ne manquent pas; elles ont été, d'ailleurs, dites et redites à maintes reprises par les autorités académiques.

Epinglons en trois, pour faire bref.

Primo. 1992-1993, c'est la naissance du grand marché européen. Date historique, même si le Traité de Maastricht n'est pas encore ratifié par tous les Etats de la Communauté européenne. Date historique, pas seulement pour les entreprises, les services publics, les travailleurs et les consommateurs, mais aussi — j'aurai l'occasion d'y revenir dans quelques instants — pour les universités soucieuses de garder leur rang, de sauvegarder leur réputation et leur honneur.

Secundo. A quelques semaines près, l'ouverture de l'année jubilaire a coïncidé avec l'An I d'une ère nouvelle. Nous ne sommes plus une université d'Etat. Nous sommes devenus

une université dépendant de la Communauté française de Belgique, ce qui est désormais fondamentalement différent.

Tertio. Nous avons fêté notre 150^e anniversaire en 1967. Depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous le pont des Arches. En vingt-cinq ans, nous avons été l'objet (sinon les victimes) de plus de mutations que pendant les cent cinquante premières années de notre existence officielle, comme en témoigne un chapitre capital du *Liber Memorialis*, dont je vous reparlerai également dans quelques minutes. Cela valait la peine de faire le point.

Voilà donc trois bonnes raisons (au moins) de célébrer un anniversaire. Cela dit, puisque nous parlons bilan, n'attendez pas de moi que je cite tous ceux qui ont contribué à sa réussite. Je les connais; ils me connaissent. Je les remercie du fond du cœur mais je ne citerai aucun nom, à peine de transformer cette partie de mon exposé à ce qui ressemblerait à la récitation de la liste des saints du calendrier. Je ne citerai pas davantage, les unes après les autres, les manifestations, prestigieuses ou familiales, précisément organisées par les uns et les autres, lesquelles ont émaillé cette année qui marquera dans les annales. Ceux qui les ont animées savent que l'Université leur en sait infiniment gré.

Qu'avons nous voulu faire, en définitive ?

- Montrer que nous avons été là, quand il le fallait.
- Montrer que nous sommes là, quand il le faut.
- Montrer que nous serons là, quand il le faudra.

Passé. Présent. Futur.

Passé ? Notre Université date officiellement de 1817. Gloire en soit rendue à Guillaume d'Orange, si décrié pour d'autres justes raisons. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que nous sommes les héritiers d'écoles et de centres d'instruction multiséculaires, qui virent accourir dans nos murs des milliers d'étudiants, venus de toute l'Europe, dès le Moyen Age, et avides de connaissances. Liège a, de tout temps, été une terre de savoir et de savoir-faire. Il fallait évoquer ce passé prestigieux.

Présent ? Malgré les embûches, voire les coups fourrés, nous sommes bien — si j'ose ainsi m'exprimer — des acteurs actifs, au côté de décideurs multiples. Révolue, l'image de l'Université-tour d'ivoire, drapant ses charmes potentiels ou effectifs sous des voiles dignes d'un intégrisme de mauvais aloi. Il faudrait plus de temps que celui qui m'est donné pour évoquer nos rapports nouveaux avec ce qu'il est coutume d'appeler les forces vives de notre région, avec les autorités des régions limitrophes, comme Aachen, Maastricht, Hasselt, avec les milieux industriels et scientifiques, avec un nombre croissant d'universités étrangères. Notre Université bouge. Elle travaille et produit. Elle participe intensivement à l'essor de la science. Quand vous

déambulerez tout à l'heure dans l'enceinte où vous sera offert le traditionnel verre de l'amitié, prenez un instant de temps pour jeter un coup d'œil sur le catalogue des recherches actuellement entreprises ici. Je ne doute pas que vous serez confondus.

Passé. Présent. Et l'avenir ?

En célébrant le *Dies Natalis*, nous n'avons pas voulu verser dans le nombrilisme mais montrer, d'abord aux composantes de notre grande famille, ensuite au grand public, que nous entendions davantage nous impliquer de manière nette, de nous mettre au service du monde extérieur, pour tenter de répondre aux grands défis de cette fin du XX^e siècle.

Cette démarche, le Conseil académique s'est efforcé de la concrétiser lors de la cérémonie grandiose (notons qu'elle ne le fut que grâce au concours d'un très grand nombre de personnes dont la conscience professionnelle est digne d'éloges) du 4 novembre 1992, par la remise des insignes et diplômes de Docteur *honoris causa* à des personnes physiques ou morales remarquables et remarquées. Qu'on en juge.

Les liens nécessaires entre l'Université et le monde industriel ont été resserrés par la mise à l'honneur de M. Jean Gandois. C'était la moindre des choses quand on sait, d'une part, ce qu'il fit pour notre région et, d'autre part, que notre Université et la société Cockerill sont, à peu de choses près, jumelles quant à leur date de naissance.

La dimension européenne fut mise en évidence avec l'octroi de la dignité de Docteur à M. Gaston Thorn, ancien président de la Commission des Communautés européennes. Avouons que, ce faisant, nous faisons coup double, en renforçant l'intensité de nos rapports avec nos amis luxembourgeois.

Pour le reste, nous avons voulu en commun mettre en évidence — grande première en la maison — les mérites de trois grandes associations internationales et non gouvernementales qui symbolisent autant d'axes de réflexion et d'action qui doivent être plus que jamais présents en nos esprits.

- Les Droits de l'Homme, avec Amnesty International
- La protection de notre environnement, avec le W.W.F.
- La lutte contre la souffrance, la malnutrition, les horreurs de la guerre, avec Médecins sans Frontières.

Tout cela fut certes le temps fort de la célébration du *Dies Natalis*, rehaussée par la présence de Son Altesse Royale le Prince Albert (de Liège, bien entendu), notre Roi aujourd'hui.

Cela dit, tout au long de l'année, la communauté universitaire a voulu jouer le jeu. Passons sur le travail opiniâtre des "petites mains" qui, avec acharnement, au sein du Comité exécutif, ont œuvré. Evoquons simplement le Comité d'organisation, présidé par M. le Recteur, qui arrêta les grandes lignes des actions à mener au cours de l'année jubilaire. Remercions d'un mot les éminentes personnalités qui ont accepté de former le Comité d'honneur, ayant généré lui-même un Comité de patronage composé de notabilités nombreuses et illustres.

Ma nature m'incite plutôt à revenir sur le fait que c'est l'ensemble du personnel de la famille universitaire qui a fait le succès de la célébration, une année durant, de notre anniversaire.

Merci à mes collègues et aux membres du personnel scientifique, qui ont organisé congrès, colloques, expositions prestigieuses, en se dépensant sans compter.

Merci à ceux que l'on a trop tendance à qualifier de "travailleurs dans l'ombre" : les membres du personnel administratif, les techniciens et les ouvriers. Ils ont voulu montrer qu'ils savaient y faire et ils ont pleinement réussi.

Merci encore aux étudiants qui prirent une place plus que notable dans le cursus des festivités et des manifestations, notamment en organisant de main de maître un congrès européen dont on reparlera encore longtemps dans beaucoup d'universités proches ou lointaines.

Tous ont contribué au succès de l'année jubilaire. J'ai parlé des colloques, des congrès, des expositions, dont il restera des traces sous forme de publications. Mais n'oublions pas les manifestations artistiques, dont celles du théâtre universitaire, et la valorisation des talents de notre personnel; la valorisation aussi du sport universitaire (question : qui dira combien de disciplines universitaires sont chéries dans notre *Alma Mater* ?). N'oublions pas davantage l'effort que nous fîmes collectivement pour promouvoir l'art musical, déjà représenté par la chorale et le cercle instrumental, effort qui a notamment débouché sur la création du "band" digne d'une université américaine (sauf les "pom-pom girls"), sous l'impulsion généreuse d'un collègue dont je tairai le nom, puisque j'en ai décidé ainsi. Vous avez entendu le "band"; vous l'entendrez encore. Longue vie à cet orchestre à vent, l'une de nos nouvelles fiertés.

Il est temps de conclure.

Ce que nous avons voulu ? D'abord, renforcer la cohésion interne au sein de l'institution. Ensuite, comme je l'ai laissé entendre, montrer ce que nous sommes, ce que nous faisons et ce que nous pourrions faire peut-être mieux encore dans l'avenir. Nous ouvrir davantage vers notre région, l'Europe et le Monde.

Nous sommes en bonne voie. Voyez les nombreux rapports nouveaux établis avec les entreprises; voyez le succès des programmes d'échanges européens d'étudiants et de chercheurs (tous les étudiants Erasmus étrangers que j'ai pu rencontrer à la veille de leur retour au pays se sont montrés enchantés, voire enthousiastes); voyez les liens scientifiques noués avec des institutions du monde entier...

Tout cela trouve un certain reflet dans une série de publications officielles.

Après cette séance, vous êtes conviés, vous le savez, à une réception qui aura lieu dans le hall des amphithéâtres de Physique et de Chimie. Vous y verrez, exposées dans des vitrines, ces publications. Bien plus, vous pourrez les feuilleter sur un stand, ce qui vous permettra de mieux en connaître le contenu, voire de songer à en acquérir l'une ou l'autre. Ces documents sont nombreux. Je citerai les principaux.

Ainsi en est-il du *Liber Memorialis* qui retrace, sur tous les plans, l'évolution de notre Université en vingt-cinq ans. Il n'a fallu pas moins de huit auteurs pour dresser le constat.

Ainsi en est-il aussi de l'Annuaire du corps enseignant et du personnel scientifique permanent, familièrement appelé "Trombinoscope" (le mot figure au Grand Robert). S'il avait fallu demander à chacun la liste complète de ses publications, l'ouvrage — publié sur feuillets mobiles — eût pris les allures de l'Encyclopédia Britannica. C'est pourquoi nous avons demandé aux auteurs de leur propre notice de ne retenir que les cinq travaux qui, à leurs yeux, apparaissaient comme les plus importants. Pour beaucoup, le choix fut déchirant.

Au hasard de vos pérégrinations, vous pourrez consulter une plaquette consacrée à la présentation de notre Maison, et spécialement de ses Facultés, de même qu'un petit livre (presque) de poche, intitulé "ULg, mode d'emploi", destiné essentiellement aux étudiants de première candidature, aux étudiants des classes terminales de l'enseignement secondaire et — chose capitale — à leurs parents.

Je ne reviendrai pas sur le Répertoire des recherches actuellement entreprises ici. Trois volumes; c'est tout dire. J'ajouterai simplement le répertoire conçu par l'Association des Amis de l'Université de Liège, outil qui permettra de renouer le contact avec les anciens et entre anciens, diplômés de notre Maison, de même que les actes d'un important colloque organisé sur le thème : "Villes, Régions, Universités, dans l'Europe de demain", et le numéro spécial de "Liège Université" consacré à la célébration du *Dies Natalis*, le 4 novembre 1992.

Nous en avons profité pour exposer aussi quelques publications moins officielles, par exemple quelques catalogues d'expositions remarquables, organisées durant cette année acadé-

mique qui s'achève. Et si, tout à l'heure, à quelque moment, votre verre est vide, en attendant le serveur, vous pourrez même — je vous le donne en mille — compulsé un superbe album de bandes dessinées, dont je ne vous révélerai pas le contenu, tenant à vous en réserver la surprise.

1992-1993 fut une grande année. La somme d'efforts consentis pour en faire une véritable fête des cœurs et de l'esprit est immense. L'année du 175^e anniversaire fut riche en idées foisonnantes, en activités passionnantes, en projets multiples. L'Université de Liège n'est pas. Elle vit.

Jacques Hansenne

Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

**DISCOURS DU
RECTEUR
ARTHUR BODSON**

Vous avez assisté jusqu'à présent à un tomber de rideau. Comme vous l'a annoncé mon collègue Jacques HANSENNE, il vous restera, après la séance, à découvrir des productions écrites liées au 175^e anniversaire de notre Université. Qu'il me soit permis, une dernière fois, de remercier du fond du cœur tous ceux, membres du personnel universitaire ou personnes extérieures à l'Université, qui ont contribué à la réalisation et au succès de toutes les manifestations qui se sont déroulées tout au long de l'année 1992-1993. Ce fut vraiment une œuvre collective qui nous a permis de mesurer les attachements et les dévouements multiples que l'ULg est à même de susciter. C'est le plus précieux des encouragements, c'est une raison solide d'espoir et d'optimisme.

Ainsi, nous voilà à présent tournés vers notre avenir.

Avant d'en envisager deux aspects qui me paraissent essentiels, je dois dire un mot du présent. On ne comprendrait pas, en effet, que je ne fasse aucune allusion au combat que mènent le Conseil d'Administration et tous les amis de notre Université pour que celle-ci soit traitée équitablement dans la répartition des ressources consacrées par la Communauté française à l'enseignement universitaire. A l'inverse, il serait peu élégant de m'adresser avec trop de vivacité, ici et maintenant, aux personnalités politiques, en particulier à notre Ministre de tutelle, que nous avons invitées, qui nous font l'honneur d'être là et qui sont, par les règles du jeu, réduites au silence.

Qu'il me suffise de dire ceci. La discrimination dont notre Université, dont nos étudiants sont les victimes est non seulement source de difficulté matérielle, mais elle est encore — je dirais surtout — une atteinte à des principes fondamentaux et une blessure plus profonde et plus douloureuse qu'on ne l'imagine portée à notre dynamisme et à notre fierté. C'est pourquoi nous sommes unanimes à demander réparation et changement de politique; c'est pourquoi aussi nous avons utilisé et utiliserons tous les moyens disponibles pour atteindre nos objectifs; c'est pourquoi enfin nous sommes sûrs que, tôt ou tard, nous serons entendus. D'ici là, c'est la trêve, non pas de Dieu, mais des juges-arbitres. Elle a du moins le mérite de nous permettre de nous consacrer à des objectifs plus élevés, plus exaltants et plus fondamentaux.

J'en reviens ainsi à des préoccupations qui, me semble-t-il, devraient, dans les temps qui viennent et sans tarder, mobiliser notre Université.

Si je fais un rapide bilan des années passées, je constate que notre Maison a su s'adapter à certains changements et surmonter quelques difficultés. Elle a su faire de son pluralisme une valeur et un atout, elle s'est adaptée aux règles générales de la loi de financement comme en témoigne son attractivité, elle s'est consacrée largement aux services dus à sa région dans tous les aspects économiques, sociaux ou culturels où elle pouvait apporter une contribution, elle a su se montrer compétitive dans l'obtention des crédits publics de recherches, qu'ils soient communautaires, régionaux, nationaux ou internationaux, elle négocie de plus en plus de contrats avec les entreprises, elle s'est bien insérée dans la Francophonie et dans l'Europe, elle a obtenu des crédits importants pour reprendre son transfert, elle est devenue propriétaire de son patrimoine immobilier, elle a créé, occupé et, malgré les embûches, redressé son hôpital.

Certes, dans chacun de ces domaines, rien n'est jamais parfait, ni chez nous, ni ailleurs. Il faut rester vigilant et actif, mais les idées essentielles sont partagées par une grande majorité. Les volontés sont tendues vers les mêmes buts. En fait, trop souvent, ce sont les moyens, pour les raisons que l'on sait, qui sont insuffisants.

Cela signifie-t-il que tout irait pour le mieux si les moyens arrivaient ?

Non, car il reste, je crois, deux grands chantiers, non pas à ouvrir (ils le sont), mais à privilégier désormais; je veux parler de l'enseignement et de l'internationalisation de l'Université, les deux étant, à mes yeux, intimement liés.

Pour le premier sujet, pourquoi plus aujourd'hui qu'hier ou que plus tard ? La réponse globale est qu'un concours de circonstances nous impose cette réflexion et ce travail. Je vais y revenir. Mais indépendamment des circonstances, nous sommes de plus en plus nombreux, je crois, à éprouver quelques inquiétudes, quelques ébranlements de certitudes.

Première inquiétude

L'Université appartient à ce qu'il est convenu d'appeler le secteur non-marchand. Dans une société braquée sur l'économie, en guerre économique, être non-marchand est un handicap. D'où d'ailleurs notre insistance à répéter et à démontrer que nous servons aussi l'économie et, dès lors, que nous jouons un rôle social bienfaisant. Voyez tous les discours sur les services à la région et les efforts déployés dans ce sens. Ce handicap d'être non-marchand se double du fait que, pour subsister, il nous faut une clientèle, une part du marché — le mot est lâché ! — et que nous devons donc recourir à des méthodes propres au secteur marchand. Nous devons, comme on nous le dit, nous vendre, nous devons faire savoir au moins autant que savoir faire, nous devons paraître. Par exemple, parmi les objectifs de l'année jubilaire que nous venons de vivre, il y avait, entre autres, cet objectif-là.

Mais paraître, attirer, séduire n'est pas tout. Pour un secteur non-marchand, l'essentiel est d'être plus que de paraître. Nous avons réussi, en jouant le nouveau jeu, à attirer beaucoup d'étudiants dans nos universités. Il est temps — et c'est la première inquiétude — de vérifier sans concession si nous leur offrons des nourritures solides et utiles, surtout à un moment où sont bloqués les moyens des universités, où la société semble ne plus avoir envie ou être incapable de favoriser un accroissement des entrées dans les universités.

Etre ou paraître, c'est la première question.

Seconde inquiétude

La grande illusion : telle pourrait s'appeler aujourd'hui l'idée que l'on se faisait il y a trente ans de l'avenir des universités : des étudiants de plus en plus nombreux allaient peupler des universités richement implantées dans de merveilleux campus, où ils se rendraient en voiture. Nous, les vieux d'aujourd'hui, nous avons connu le bond en avant, nous avons connu en quelques années, même dans les milieux modestes, un accroissement inouï de notre prospérité, nous avons cru à la grande illusion. Nous avons éduqué, nous continuons encore d'éduquer nos enfants comme si leur vie allait être facile, au même niveau que la nôtre, comme si la grande illusion restait crédible. Or il suffit de regarder autour de soi, d'écouter et de lire pour comprendre qu'il n'en sera probablement rien. Ce matin même, le Bureau du Plan, dont le vocabulaire est d'habitude feutré, nous annonce pour les années qui viennent "un effondrement de l'emploi et une récession incontrôlable". Lorsque l'on fait profession d'éduquer et d'instruire, de préparer à la vie, il faut reconnaître que l'on est saisi aujourd'hui d'une seconde inquiétude au moins aussi lancinante que la première : comment nos étudiants jugeront-ils la manière dont nous les avons préparés à la vie, notamment aux multiples difficultés qu'ils auront à affronter ? Je ne me prononce pas ici sur les solutions. Ces deux grandes questions devraient suffire à nous faire réfléchir en profondeur à nos activités d'enseignement.

Mais d'autres raisons encore, plus circonstancielles, nous imposent de le faire. Je les énonce rapidement.

1 - Notre Université vit aujourd'hui en fonction d'un plan quinquennal à la fois budgétaire et d'encadrement couvrant les années civiles 1990-1994. Cela signifie que nous allons devoir, cette année, élaborer le plan quinquennal qui nous conduira jusqu'à la fin du siècle. C'est donc toute la vie de nos Facultés que nous allons devoir planifier en nous trompant le moins possible. A quoi s'ajoute que le hasard des générations fait que, pendant ces cinq années, un nombre considérable de scientifiques et d'enseignants quitteront l'Université. Dans certains secteurs, il faudra procéder à un renouvellement presque complet du cadre. Nous devons donc savoir ce que nous voulons.

2 . La seconde circonstance contraignante est que le Gouvernement se prépare à faire voter deux décrets particulièrement importants : un premier décret sur la collation des grades académiques, un second sur le financement des universités. Il est clair que nous devons nous adapter à ces législations nouvelles ou renouvelées en matière d'enseignement. Le Conseil des Recteurs francophones a fait, à cet égard, des propositions au Gouvernement. Je me permets d'insister ici pour que le décret sur l'organisation des études universitaires soit discuté au plus tôt. En effet, il conditionne l'élaboration d'une loi de financement et surtout il peut permettre de rendre aux universités une réelle créativité, d'une part, en les responsabilisant, d'autre part, en les obligeant à collaborer.

Monsieur le Ministre, en ce qui concerne le premier décret, une belle occasion vous est donnée d'attacher votre nom à une législation fondamentale et très attendue, qui a en outre l'avantage de ne pas entraîner de dépenses !

Vous l'aurez compris, nous ne pouvons esquiver la réflexion et l'action sur notre enseignement.

J'y rattache immédiatement le second chantier dont je parlais : l'internationalisation de notre Université. Internationale, elle l'est déjà à bien des égards, je n'y insiste pas. C'est dans la nature des choses. Mais il est évident que dans notre politique d'enseignement, nous devons songer que bientôt et, je l'espère, le plus tôt possible, les étudiants européens le seront vraiment. C'est ce que j'ai appelé de tous mes vœux il y a un an. Notre Bourgmestre a évoqué, il y a quelques jours, les privilèges, les atouts liés à la situation géographique de Liège. Il en a déduit des actions possibles pour notre Ville et notre Pays de Liège. Il en va naturellement de même pour notre Université. Mais pour cela, il faut qu'elle adapte toujours davantage son enseignement aux nouveaux espaces. Les deux chantiers, je le répète, sont indissociables.

Il est temps de conclure.

Ce que je viens de dire ne m'est pas personnel. C'est le fruit de nombreux contacts et d'un long travail de réflexion qui s'est déroulé l'an passé, notamment sous la conduite de Mme le Doyen Véronique DE KEYSER, avec de nombreuses participations de toutes les Facultés et de leurs Doyens. C'est un des chapitres du *Liber prospectivus* que nous devons écrire.

Mais je me rends compte qu'après avoir, au fil des années, tenté d'exprimer à cette tribune des objectifs partagés, je viens sans doute de proposer le plus difficile à atteindre. Il y a bien des handicaps.

Le premier est que l'enseignement, dans une Université, c'est une myriade annuelle de contacts entre des maîtres et des étudiants, en groupes plus ou moins nombreux. C'est

là que se passent les choses essentielles. C'est là que chacun a l'impression que le professeur lui parle à lui alors qu'il ne peut parler qu'à tous en même temps. Les Autorités, les divers Conseils n'ont que peu d'influence sur chacune de ces rencontres et, à bien des égards, c'est tant mieux. Nous ne pouvons que suggérer, convaincre, valoriser. Nous ne pourrions rien imposer et, je dirais, nous ne voulons rien imposer. Le succès ou l'échec sera donc l'affaire de chacun. Il faut donc faire confiance, sans l'appui d'une quelconque autorité.

La deuxième difficulté que nous risquons de rencontrer m'est suggérée par le diagnostic sévère qu'un éminent collègue, un recteur, figurez-vous, vient de poser à propos de la crise des universités. Texte déprimant, vous allez le voir, mais, ô bonheur, c'est un recteur américain et il ne parle heureusement que des universités de son pays. Ouf ! Monsieur est Persan ! Mais on ne sait jamais : le monde est devenu petit et ce qui se passe chez ces Persans pourrait nous arriver. Lisons donc, à titre préventif.

Derek Bok a été président de Harvard de 1971 à 1991. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'enseignement universitaire, dont *Beyond the Ivory Tower : Social Responsibilities of the Modern University* (1982) et *Universities and the Future of America* (1990). Il s'est interrogé récemment, lors d'un colloque de l'*American Association for Higher Education*⁽¹⁾ sur la contestation ou le désintérêt dont beaucoup d'universités des Etats-Unis, et non des moindres, sont les victimes.

Permettez-moi de chercher à exprimer les causes plus profondes du malaise ressenti par la population et les remèdes que les enseignants pourraient s'efforcer d'y apporter.

Mon analyse part d'un problème bien connu des milieux de l'enseignement supérieur, mais que le grand public n'a compris clairement que depuis peu. Malgré les améliorations qualitatives qu'a pu connaître le premier cycle aux Etats-Unis, le public en est finalement venu à croire assez fermement que ses établissements — en particulier ses grandes universités — ne mettent pas la formation des étudiants au rang des priorités essentielles. C'est surtout vrai des étudiants de premier cycle inscrits dans des filières littéraires et scientifiques.

Dans leur discours public, les responsables universitaires ont tendance à garder le silence à ce sujet. Ils n'ont pas essayé de décrire en termes

(1) Derek BOK, *Paradoxe à l'Université*, dans *Dialogue*, 2, 1993, pp. 14 -19

attrayants ce qu'ils cherchent à faire pour les étudiants. Ils sont prompts à publier des catalogues, des programmes et des brochures, mais répugnent à parler de la manière dont les étudiants pourraient mettre à profit ces nombreux cours et activités pour atteindre des objectifs plus essentiels. Que disent les professeurs et les administrateurs aux parents qui se posent des questions primordiales : comment cet établissement aidera-t-il mon enfant à penser plus clairement, à affiner son sens moral, à découvrir dans la vie une vocation satisfaisante ou à adhérer à des valeurs grâce auxquelles il pourra faire des choix intelligents ? Lorsque le public presse les enseignants d'aller au-delà des banalités habituelles, leurs réponses ne sont guère convaincantes.

Mais il ne s'agit pas seulement, à mon sens, d'un problème de communication. Il y a aussi un brin de vérité dans ce que soupçonne le public. Les universités se préoccupent peut-être autant de la qualité de l'enseignement qu'il y a trente ans : mais le fait est qu'elles ne s'en préoccupaient pas assez à l'époque, et elles ne s'en préoccupent pas assez maintenant. Bien qu'il y ait des établissements plus petits où l'enseignement demeure la priorité des priorités, l'université moderne n'incite pas à privilégier les tâches éducatives; elle fait même exactement le contraire.

Comme nous le savons tous, ni le travail auprès des étudiants, ni une carrière exemplaire d'enseignant ne mènent aux récompenses, à la consécration dans les médias ni à un supplément de revenus. Le système d'incitations est donc faussé, non seulement pour les professeurs mais également pour les administrateurs. A propos de quoi demande-t-on des comptes aux présidents et aux doyens ? On attend d'eux qu'ils améliorent le prestige de leur établissement, et ce prestige découle de la réputation de chercheurs des enseignants. Dans la mesure où l'on s'efforce d'attirer les scientifiques et les érudits les plus capables — ou à les flatter pour éviter qu'ils ne partent ailleurs — on évite de s'aliéner leur bonne volonté en leur demandant de consacrer davantage de temps à leur enseignement. Aussi les administrateurs eux aussi relèguent-ils souvent à l'arrière-plan les intérêts de leurs étudiants de premier cycle.

Dans le quotidien, bien des signes trahissent ces priorités. Lorsqu'on cherche à recruter un professeur réputé, on essaie de l'appâter en lui proposant un nombre réduit d'heures de cours — jamais d'heures de recherche. Dans une université bien connue, mon fils, qui préparait sa licence, fut embauché pour faire un cours d'économie aux étudiants de première année alors qu'il n'avait pas la moindre expérience de l'enseignement. Le peu d'attention portée à la qualité du premier cycle se traduit également par le fait qu'on ne s'efforce guère d'évaluer les programmes éducatifs; on ne cherche pas à déterminer quelles méthodes d'enseignement donnent de bons résultats, pourquoi certains étudiants

ont du mal à comprendre différentes matières, et si les ordinateurs et autres technologies nouvelles les aident vraiment à apprendre. Aussi bizarre que cela paraisse, les universités font preuve d'un grand empressement pour mener des recherches sur toutes les institutions de la société, à l'exception d'elles-mêmes. Elles en savent long sur l'intelligence des étudiants au moment de leur inscription, mais très peu sur ce qu'ils ont appris lorsqu'ils reçoivent leur diplôme. Parce que les professeurs n'enquêtent pas sur la qualité de leur enseignement ni sur ce que leurs élèves en retirent, ils ne peuvent dégager de leur expérience et de leurs tâtonnements cet empirisme éclairé qui leur permettrait d'améliorer leurs méthodes pédagogiques.

A mesure que le temps passe, le public commence à se rendre compte des carences du monde universitaire. Il ne les comprend peut-être pas entièrement — il se trompe souvent à propos de faits — mais il a raison quant aux priorités, et ce qu'il voit ne lui plaît guère. D'un bout à l'autre du pays, les gens entendent parler d'entreprises de toutes sortes qui, face aux défis de la concurrence, doivent veiller bien plus qu'auparavant à la qualité de chacune de leurs prestations. Voilà la révolution qui déferle sur l'Amérique. Le public s'attend naturellement à ce que les universités y participent : mais c'est rarement le cas pour la plupart d'entre elles.

J'estime par conséquent que le monde universitaire est confronté à un problème. Tant que professeurs et administrateurs n'auront pas, par leurs actes, convaincu le public qu'ils donnent effectivement la priorité des priorités à l'enseignement et qu'ils s'engagent à viser une formation de qualité supérieure en premier cycle, ils continueront de prêter le flanc aux attaques concernant les programmes, le corps enseignant, les frais de scolarité et les problèmes divers à propos desquels les enseignants se font malmener depuis quelques années.

Le dernier paragraphe de l'article est le suivant.

De l'avis de tous, l'enseignement supérieur américain continue d'être le meilleur qui soit. Mais réagir aux critiques par le ressentiment ou par une attitude défensive n'a guère de sens. Cela ne servira en rien les intérêts du monde universitaire. Il incombe manifestement à ce dernier de tirer le meilleur parti possible d'une situation défavorable en profitant du stimulant de la critique pour opérer des changements qui, selon la plupart des professeurs et administrateurs, n'ont de toute manière que trop tardé. Les enseignants ont à convaincre le public — mais surtout à se convaincre eux-mêmes — qu'ils feront de la qualité de l'enseignement une priorité l'emportant sur toutes les autres. Ils ne perçoivent peut-être pas encore toutes les réformes qui seront nécessaires, mais ce qu'ils savent les occupera un certain temps.

Voilà ! Mais, une fois encore, rassurons-nous : tout cela ne concerne que les grandes universités d'un pays lointain.

Venons-en à une dernière difficulté : l'objectif que je propose n'est malheureusement pas spectaculaire. Faire sortir des bâtiments de terre, conclure des contrats, conquérir des crédits, conduire des programmes de recherche, publier des livres, ça, au moins, ça se voit, ça se mesure, ça se fait dans des délais, ça vous donne des résultats, ça a, comme on dit, de la visibilité, ça permet de paraître. Nous y revoilà. Les autorités universitaires, y compris les recteurs, doivent du reste, pour bien faire et pour faire bien, apparaître comme des "managers", des "battants", des "gagneurs", des "chefs d'entreprises dynamiques", être "charismatiques", etc. Elles doivent en outre connaître, surtout en Belgique, les secrets et les stratégies de la guerre des clans, être de bons "parrains".

L'idéal est sans doute, comme d'habitude, entre les deux. Etre visible et habile est devenu indispensable et donc utile à l'Institution. Mais cela ne doit pas nous faire oublier notre rôle fondamental : en matière d'enseignement, nous le savons bien, nous, anciens étudiants, c'est dans ces mille contacts particuliers dont je parlais, dans ces moments de grâce ou d'illumination que tout se passe; c'est d'ailleurs parfois tard dans la vie que se révèlent à chacun les influences profondes et essentielles qui l'ont enrichi.

Néanmoins, malgré ces handicaps prévisibles, je finirai par cet appel pressant et confiant : consacrons-nous maintenant plus encore à cultiver l'essentiel, à réfléchir à l'essentiel, à agir sur l'essentiel. En un mot : consacrons-nous à l'invisible.

Arthur Bodson

ULg - C.I.C.B.



709413776

LIBER

